

Formation : information sur l'intégration continentale et éducation à la mondialisation formation@oqp2001.org

2. en associant votre organisme à OQP 2001 (chaque groupe est représenté par unE déléguéE au comité de coordination);

3. en fournissant un support de toute nature : matériel, financier, documentaire, logistique, linguistique ou autre;

4. en participant aux diverses activités de formation et de mobilisation qui se tiennent régulièrement;

5. en vous tenant informéEs des activités de la coalition via un abonnement gratuit au bulletin électronique bi-mensuel d'OQP 2001 (envoyer un courriel vide à bulletin_oqp2001-subscribe@egroups.ca);

6. en diffusant le message de la coalition le plus largement possible; entre autres en vous procurant les gilets et macarons disponibles sur demande (418-524-5225) et en apposant votre signature au Manifeste contre le Sommet des Amériques (contacter communication@oqp2001.org).

Hébergement citoyen : adoptez unE militantE!

Le Sommet sera l'occasion pour des milliers de personnes de se réunir à Québec afin de manifester leur opposition à la ZLÉA. Elles se doivent d'être convenablement accueillies, logées et nourries! Nous sommes donc à la recherche de gens habitant Québec et désireux d'offrir gratuitement à unE militantE (ou plus) de l'extérieur l'hébergement pour une ou plusieurs nuits, incluant le petit déjeuner. C'est là une occasion tisser des liens et de poser un geste concret et nécessaire dans la lutte contre la ZLÉA :

remplir un formulaire sécurisé d'offre (ou de demande) disponibles à www.oqp2001.org;

pour plus d'information, de contacter hebergement@oqp2001.

Passons à l'action! Quelques dates importantes

17 mars : Manifestation contre le périmètre de sécurité

19 mars : Lancement du Manifeste contre le Sommet des Amériques et la ZLÉA

Début avril : Lancement de la plate-forme de revendications d'OQP 2001

16 au 22 avril : «Le Périmètre de la solidarité» : conférences, débats et spectacles

21 avril : Grande manifestation contre le Sommet des Amériques et la ZLÉA

Groupes membres d'OQP 2001 (en date du 01/03/2001)

Alternatives

Aide médicale internationale à l'enfance (AMIE)

Association de défense des droits sociaux du Québec métro (ADDS-Qm)

Association étudiante du Cégep de Sainte-Foy

Association étudiante du Cégep F-X Garneau

Association étudiante du Cégep Lévis-Lauzon (AGEECLL)

Association étudiante du Cégep Limoilou (AGEECL)

Association pour une taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens (ATTAC-Québec)

Carrefour Tiers-Monde

Casa latino-américaine de Québec

Centre des femmes de la Basse-Ville

Comité de mobilisation de l'association étudiante du Cégep de Sainte-Foy

Comité de mobilisation de l'association étudiante du Cégep F-X Garneau

Comité de mobilisation de l'association étudiante du Cégep Lévis-Lauzon

Comité politique de l'association étudiante du Cégep Limoilou

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

Comité de l'Université Laval sur l'intégration continentale (CULIA)

Développement et Paix

Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC-Laval)

Groupe d'entraide internationale Spirale

Groupe de recherche en animation politique et économique (GRAPE)

Les AmiEs de la terre

Mouvement d'action politique et sociale

Parti communiste du Québec (PCQ)

Parti de la démocratie Socialiste (PDS)

Plan Nagua

Rassemblement pour une alternative progressiste (RAP)

Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (REPAC-03-12)

Solidarité régionale Québec

Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)

Syndicat des professeurs et professeures du Cégep de Sainte-Foy

Pour nous contacter et pour plus d'information :

Téléphone : (418) 524-5225

Télécopieur : (418) 524-3307

Courriel : info@oqp2001.org

Site Internet : www.oqp2001.org

Courrier : Casier postal 55036, Québec, Qc, G1K 9A4



**OPÉRATION
QUÉBEC
PRINTEMPS 2001**



AVRIL 2001: 34 chefs d'États, soit ceux de tous les pays d'Amérique sauf Cuba, seront à Québec. Pourquoi? Derrière des portes closes, hors d'atteinte des citoyens et citoyennes, ils discuteront d'un enjeu qui engage l'avenir de tous les nord- centre- et sud-américains: la création, prévue pour 2005, d'une immense et unique Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

Les accords de libre-échange

Depuis plusieurs années, politicienNEs et gens d'affaires se sont unis autour d'un même discours largement diffusé par les médias : les nations et leur population civile doivent à tout prix s'adapter à la mondialisation des marchés. Or, si la mondialisation de la coopération, des échanges culturels et sociaux apparaît des plus prometteuses, celle des marchés est visiblement à la source d'inégalités non seulement économiques mais aussi sociales à travers le monde.

Les négociations sur l'éventuelle ZLÉA ont commencé dès 1994 au Sommet de Miami, soit la même année que l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), sorte d'étape préliminaire à une intégration continentale complète. Au moment où s'engagent ces négociations, il est fondamental de rappeler :

Que de tels accords de libre-échange possèdent un caractère antidémocratique, et ce dans la mesure où ils sont négociés secrètement et que ni la population, ni même les députés n'ont accès aux textes qui font l'objet des négociations;

Que le but des accords est «d'éliminer les entraves au commerce», c'est-à-dire principalement nos lois, règles et protections sociales et environnementales;

Que ces accords visent à «éliminer la concurrence déloyale», ce qui, dans le secteur des services, signifie que les subventions dans des domaines comme la culture, la santé et l'éducation sont contestées par les entreprises privées comme étant déloyales;

Que de tels accords obligent les États membres à modifier leurs lois et programmes selon les décisions d'instances non-élues et ayant princi-

palement comme mission de défendre les soi-disant «droits des investisseurs», privant ainsi les populations de leur capacité à faire des choix politiques et sociaux;

Que si les gouvernements prônent la libre circulation des biens et services entre les États, la circulation des personnes, et notamment des travailleurEUSEs, reste pour sa part restreinte;

Que le poids relatif des États-Unis est sans commune mesure avec celui des autres États des Amériques;

Que la renonciation des États à exercer un contrôle sur le commerce et l'investissement internationaux est synonyme du nivellement par le bas des conditions de travail, un des effets les plus pervers de la dérégulation des marchés;

Qu'un tournant trop brusque des économies nationales vers l'exportation à tout prix se fait souvent au détriment des besoins locaux, notamment dans le domaine agroalimentaire;

Que la logique de mondialisation des marchés entraîne un retrait progressif de l'État des secteurs de la santé et de l'éducation, au nom de la «sacro-sainte» concurrence et de la liberté d'entreprise.

Mondialisation des marchés... et des solidarités!

Si les citoyenNEs ne sont pas convoquéEs à ces négociations, ils et elles ont néanmoins commencé à faire entendre leur voix. La résistance populaire s'organise donc, veillant à la sensibilisation et à la mobilisation sur les grands enjeux liés à la mondialisation.

D'une part, des grands mouvements à l'échelle mondiale — pensons à Seattle, Washington, Prague, Nice, Davos et autres — ont mis en lumière les mobilisations visant à résister à la mondialisation néolibérale. D'autre part, des «Sommets parallèles», réunissant des représentantEs d'organisations sociales et syndicales, cherchent à proposer des modèles alternatifs orientés selon les principes d'équité, de solidarité, de respect de l'environnement et de démocratie. C'est dans cette perspective que se tiendra, à Québec, le Sommet des Peuples. Par ailleurs, et notamment autour du Sommet des Amériques, diverses coalitions et groupes de tous horizons, ayant comme but de s'opposer activement à la mise en place d'accords de libre-échange, voient le jour et se préparent à contester la création de la ZLÉA. Pensons entre autres à la Convergence des Luttes Anticapitalistes (CLAC), au Comité d'Accueil du Sommet des Amériques (CASA), à l'Opération SALAMI, au Groupe d'Opposition à la Mondialisation des Marchés (GOMM) et, bien sûr, à l'Opération Québec Printemps 2001 (OQP 2001).

OQP 2001

L'Opération Québec Printemps 2001 est l'un des points de ralliement, pour la région de Québec, de celles et de ceux, organismes comme individus, qui entendent lutter par des moyens non-violents contre la création de la ZLÉA. Il ne s'agit pas d'une lutte de minoritaires ou de nostalgiques, mais

bien d'un engagement pour une société plus juste et équitable. OQP 2001 est une coalition ouverte et diversifiée, ses membres provenant de divers horizons : syndical, environnemental, coopération internationale, étudiant, politique, populaire et communautaire.

Le Sommet de Québec, en avril 2001, sera donc la prochaine grande occasion de faire valoir nos préoccupations face à des dirigeants qui, jusqu'ici, se sont montrés davantage sensibles aux demandes des puissants acteurs de l'industrie et de la finance.

Mission de la coalition OQP 2001

Notre objectif principal est de discréditer et combattre le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), et notamment son processus antidémocratique et antisocial de négociation.

À cet effet, nous entendons mobiliser des milliers de personnes dans une campagne d'actions en crescendo, culminant avec une manifestation de masse unitaire et festive qui se tiendra le 21 avril 2001. Pour ce faire, nous œuvrons actuellement à :

1. Sensibiliser des milliers de personnes au processus antidémocratique et antisocial de la ZLÉA par une campagne d'éducation populaire;
2. Politiser des centaines de militantEs par la conscientisation aux mécanismes et aux intérêts à la base de la mondialisation des marchés;
3. Contester afin d'éliminer le périmètre de sécurité imposé par les forces policières;
4. Créer des liens régionaux, nationaux et internationaux avec les groupes opposés à la mondialisation des marchés;
5. Contribuer à l'organisation logistique des activités artistiques, formatives et contestataires d'avril afin de permettre à des dizaines de milliers de personnes d'y participer.

Comment participer?

Toute personne préoccupée par ces enjeux est cordialement invitée à se joindre aux activités d'OQP 2001.

1. En participant à l'un des 4 principaux comités de travail :
Action : manifestations politiques, sociales, culturelles et artistiques (bannières, affiches, théâtre de rue, anti-pub...) action@oqp2001.org
Appui : recherche de soutien et finances appui@oqp2001.org
Communication : liaisons entre les membres, campagnes de diffusion de l'information et relations médiatiques communication@oqp2001.org

